

Projet présenté par le Conseil d'Etat

Date de dépôt : 27 avril 2016

Projet de loi

approuvant le rapport de gestion de l'Hospice général pour l'année 2015

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève,
vu l'article 60 de la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat, du 4 octobre 2013;
vu l'article 31, alinéa 2, lettre b, de la loi sur l'Hospice général, du 17 mars 2006;
vu l'article 20 du règlement sur l'établissement des états financiers, du 10 décembre 2014;
vu le rapport de gestion de l'Hospice général, entité publique autonome, pour l'année 2015;
vu la décision du conseil d'administration de l'Hospice général, du 7 mars 2016,
décrète ce qui suit :

Article unique Rapport de gestion

Le rapport de gestion de l'Hospice général pour l'année 2015 est approuvé.

Certifié conforme

La chancelière d'Etat : Anja WYDEN GUELPA

EXPOSÉ DES MOTIFS

Mesdames et
Messieurs les Députés,

Le projet de loi qui vous est présenté vise à approuver le rapport de gestion de l'Hospice général pour l'exercice 2015.

Prestations aux ayant droits

L'année 2015 s'est traduite par une augmentation de 4,1 millions de francs (+ 1%) du montant des prestations versé par l'Hospice général (298 millions). Malgré la hausse du nombre de dossiers, les prestations d'action sociale diminuent de 5,4 millions grâce à la fin du régime transitoire lié au revenu minimum cantonal d'aide sociale (RMCAS) et à la reprise de provisions AI. Par contre, les prestations d'aide aux migrants sont en forte hausse (+ 9,5 millions) en lien avec la crise migratoire actuelle.

Action sociale

Le nombre de dossiers financiers d'action sociale traités chaque mois par l'institution a progressé de 8% entre janvier et décembre 2015, correspondant à 843 dossiers supplémentaires (environ 12 000 dossiers au 31 décembre 2015). Ainsi, à fin décembre, près de 22'300 personnes bénéficient de l'aide sociale (+ 7% sur l'année). En termes de flux, si les sorties de l'aide sociale sont restées stables, les entrées sont quant à elles en forte hausse : en moyenne 342 nouveaux dossiers sont ouverts chaque mois, soit + 12% par rapport à 2014. Cet accroissement peut s'expliquer en partie par les facteurs habituels de conjoncture ainsi que par le durcissement des conditions d'accès et des durées des prestations des diverses assurances sociales auxquelles l'aide sociale est subsidiaire. On observe également la surreprésentation des populations les plus à risques, en particulier les personnes seules (pourcentage en constante augmentation) et les personnes sans revenus (diminution au cours de ces dernières années du nombre de personnes ayant des revenus liés au travail).

Aide aux migrants

Dans le domaine de l'asile, le deuxième semestre 2015 est marqué par une très forte augmentation du nombre des migrants. La hausse des personnes au sein du dispositif asile représente + 25%, soit 6 532 personnes au 31 décembre 2015.

Les arrivées sur le canton représentent + 2 646 personnes (+ 75% par rapport à 2014) dont 2 098 directement en provenance des centres d'enregistrement de la Confédération. Le nombre des départs (1 332 en 2015) a augmenté, mais en proportion bien moindre (+ 23%). La hausse nette de + 1 314 personnes a induit un problème majeur de logement dans un dispositif déjà saturé. A fin 2015, et malgré l'ouverture du nouveau centre d'hébergement de l'Etoile (230 places consacrées essentiellement aux requérants mineurs non accompagnés), 9 abris de protection civile sont ouverts et logent plus de 500 personnes. Des solutions pérennes d'hébergement sont activement recherchées et de nouveaux projets de construction de centres collectifs sont envisagés pour 2016 et après. Les prestations sont ainsi en hausse de 18 millions de francs, dont la moitié en lien avec l'hébergement. Malgré la hausse des forfaits fédéraux, structurellement insuffisants, le déficit à charge du canton s'accroît de 9,5 millions pour s'établir à 32 millions de francs.

Fonctionnement de l'Hospice général

S'agissant du fonctionnement de l'Hospice général, la consommation des postes prévus au budget a atteint 852 équivalent temps plein, en conformité avec la dotation. La stabilité de la subvention de fonctionnement de l'institution depuis plusieurs années ne permet plus de financer l'adaptation de la structure à l'augmentation de l'activité. Cela induit un déficit structurel depuis 2014, couvert pour le moment par la réserve constituée par les non dépensés des contrats de prestations précédents. En 2015, ce déficit se monte à 0,1 million, en amélioration cependant par rapport au prévisionnel.

Le parc immobilier de rapport n'a pas connu de modifications structurelles en 2015. Le résultat net enregistre une hausse mesurée de + 2% par rapport à 2014. La contribution nette du parc de rapport aux produits de l'Hospice général est de 28,9 millions de francs en 2015.

Evaluation du parc immobilier

Fin 2015, le parc de rapport est évalué à 882,3 millions de francs, en hausse de 76 millions par rapport à 2014 (+ 10%). Ce résultat, non monétaire, s'explique par l'attractivité des actifs immobiliers dans le contexte conjoncturel actuel.

Au bénéfice de ces explications, nous vous remercions, Mesdames et Messieurs les Députés, de réserver un bon accueil au présent projet de loi.

Annexes :

- 1) *Rapport annuel Hospice général : Tome II – Rapport de Gestion*
- 2) *Rapport annuel Hospice général : Tome III – Tableau de bord et Indicateurs*
- 3) *Décision du Conseil d'administration de l'Hospice général du 7 mars 2016*

Hospice général – Finances

Rapport finances et gestion au 31 décembre 2015



TOME II Rapport de gestion

Hospice général
Finances
Rue Ami-Lullin 3
CP 3360
1211 Genève 3





Hospice général
Institution genevoise d'action sociale

SOMMAIRE

TOME II – RAPPORT DE GESTION

A. PRESTATIONS D'ACTION SOCIALE (C 03).....	4
B. PRESTATIONS D'AIDE AUX REQUERANTS D'ASILE (C 05)	6
C. RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	8
<i>C1 – Revenus d'exploitation</i>	9
C1-1 - Subventions et contributions publiques	9
C1-2 - Produits d'exploitation	9
C1-3 - Résultat du parc Immobilier	10
<i>C2 – Charges d'exploitation</i>	12
C2-1 - Charges de personnel.....	12
C2-2 - Charges d'exploitation	13
C2-3 - Amortissements.....	13
<i>C3 – Résultat financier</i>	14

A. Prestations d'Action sociale (C 03)

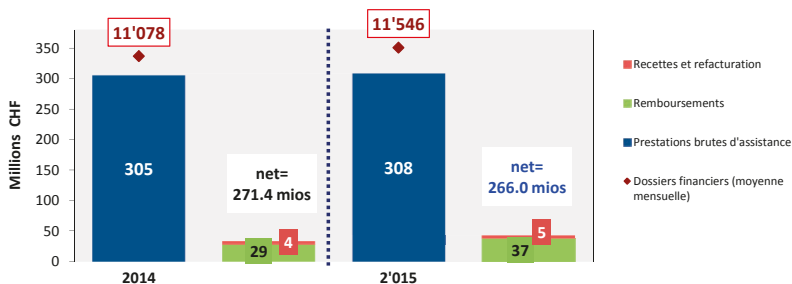
Prestations d'Aide Sociale nettes : CHF 266 mios (CHF -5.4 mios, -2%)

Les prestations d'action sociale couvertes à 100% par la subvention ad hoc (voir Tome I - Etats financier) sont les prestations nettes résultant des **prestations brutes** versées dans le cadre de la LIASI (Loi sur l'Insertion et l'Aide sociale Individuelle) aux usagers de l'Aide sociale, **diminuées des produits** liés à ces versements (remboursements d'organismes officiels ou créances directes des usagers).

Prestations nettes d'Action sociale (kCHF)

	31.12.2015	BUDGET	Ecart	31.12.2014	Ecart 2014-2015	
Prestations brutes ASF (B1-B2-ETSP) et RMCAS	305'019	299'837	1.7%	303'414	1'605	0.5%
Prestations indirectes	3'209	1'350	137.7%	1'278	1'931	151.1%
Prestations d'assistance brutes (a)	308'228	301'187	2.3%	304'692	3'536	1.2%
Remboursements organismes officiels (b)	-12'223	-9'000	35.8%	-9'147	-3'076	33.6%
Créances sur prestations de l'exercice	-33'080	-32'000	3.4%	-33'041	-39	0.1%
Ajustement provision AI/SPC	11'727	17'000	-31.0%	18'070	-6'343	-35.1%
Remboursements AI / SPC (c)	-21'353	-15'000	42.4%	-14'971	-6'382	42.6%
Créances usagers ASOC constatées	-7'526	-8'000	-5.9%	-7'818	291	-3.7%
Ajustement provision sur créances usagers Asoc	4'889	3'600	35.8%	3'608	1'281	35.5%
Autres remboursements assistance	-628	-761	-17.5%	-821	193	-23.5%
Créances usagers ASOC et rbt assistance (d)	-3'265	-5'161	-36.7%	-5'031	1'765	-35.1%
Total assistance publique ASF (e= a+b+c+d)	271'387	272'026	-0.2%	275'544	-4'157	-1.5%
Remboursements de tiers ASOC (f)	-1'480	-660	124.3%	-482	-998	206.9%
Refacturation collectivités publiques (g)	-3'935	-3'800	3.6%	-3'696	-240	6.5%
Total assistance publique ASF nettes (e+f+g)	265'971	267'566	-0.6%	271'366	-5'395	-2.0%

Prestations nettes Action sociale (en mios CHF)



PRINCIPAUX POSTES :

- **Prestations brutes ASF : 308.2 mios (+1.2% par rapport à 2014) :**

Le nombre moyen de dossiers financiers augmente de +4.5% (11'574), mais les coûts moyens par dossier diminuent de -4% (CHF 2'163), en raison de la fin du régime transitoire RMCAS (prévu par la LIASI) dont les barèmes étaient supérieurs à ceux de l'aide sociale. Les prestations indirectes sont liées aux actions de réinsertion, dont les formations de base de courte durée (FBCE).

Les remboursements des organismes d'assurance maladie à leurs assurés (79 CHF par personnes en 2015) ont été déduits des prestations versés au mois de juillet, pour un montant de l'ordre de CHF 1.6 mios.

- **Remboursements d'organismes officiels : -12.2 mios**

Les remboursements de prestations d'assistance par des organismes officiels (Tuteur général, assurance maternité, allocations chômage, études, familiales...) sont comptabilisés en diminution de charges dans cette position. Les remboursements liés aux allocations familiales et bourses d'étude sont en hausse.

- **Remboursements prestations d'assistance versées aux demandeurs AI/SPC : -21 mios (-6 mios / 2014)**

Cette rubrique enregistre l'estimation des remboursements à recevoir de l'Assurance Invalidité sur les prestations versées dans l'exercice aux usagers qui ont fait un dépôt de demande de prise en charge à l'AI, ainsi que les ajustements de provision sur créances au bilan liés aux incertitudes de remboursement de l'AI. (cf A1-1-5).

En 2015, les volumes de remboursement constatés ont légèrement augmenté. La dotation à provision (ajustement de valeur) a été diminuée de 55% à 50% en relation avec le taux effectif de remboursement en amélioration.

- **Créances des usagers d'assistance et autres remboursements d'assistance : -3.3 mios**

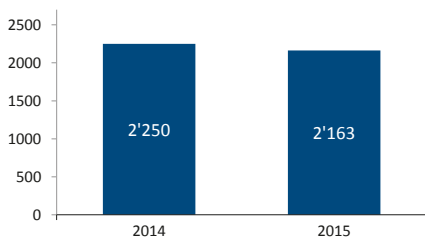
Les créances que les usagers de l'assistance peuvent contracter envers l'institution (prestations indûment perçues, corrections à posteriori) constatées dans l'exercice sont enregistrées sur cette position, ainsi que l'évolution de la provision associé qui tient compte de la nature des débiteurs (hausse liée aux dossiers contentieux).

- **Remboursements de tiers d'action sociale :** cette position ne concerne que les remboursements exceptionnels de la dette d'assistance d'usagers d'action sociale dans des cas très précis (remboursements volontaires, usagers décédés à l'aide sociale...), ainsi que les intérêts de créances (depuis 2013)

- **Remboursements de collectivités publiques : -3.9 mios**

- **Conventions internationales :** nous sommes toujours dans l'attente d'une prise de position en ce qui concerne la Convention Franco-Suisse d'assistance aux indigents datant de 1931. La créance est totalement provisionnée.
- **Cantons d'origine :** facturation aux cantons d'origine de l'assistance fournie aux usagers d'Action sociale résidents depuis moins de 2 ans à Genève.
- **Autres :** facturation SPC (Loi Pc Familles) notamment.

Coût moyen mensuel des prestations directes Action sociale versées en CHF / dossier



Nota : 02.2015, fin du régime RMCAS

B. Prestations d'Aide aux requérants d'Asile (C 05)

Prestations nettes AMIG : CHF 32.0 mios (+9.5 mios, +42.3%)

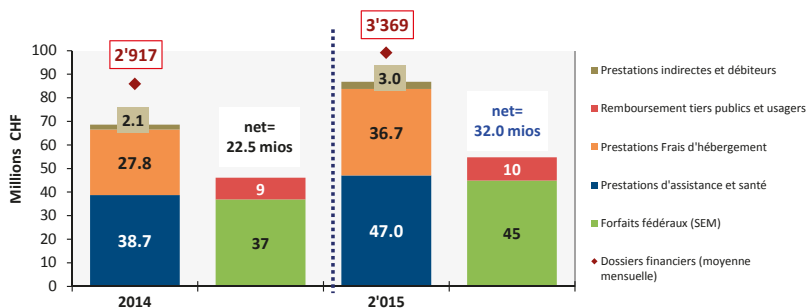
Le solde net des prestations aux requérants d'asile est couvert à 100% par la subvention C05 adhoc (voir Tome I - Etats financiers). Ce solde résulte de :

- Prestations d'aide aux requérants d'asile : prestations d'assistance (financière et santé) et d'hébergement (foyers)
- Prises en charge soit par le SEM (Secrétariat d'Etat aux migrations) ou le BIE (Bureau cantonal de l'Intégration) par l'intermédiaire de forfaits, soit facturation directe aux usagers.

Prestations nettes AMIG (kCHF)

	31.12.2015	BUDGET	Ecart	31.12.2014	Ecarts 2014-2015
Prestations d'assistance	26'752	24'891	7.5%	21'822	4'930 22.6%
Frais de santé	20'255	17'631	14.9%	16'868	3'387 20.1%
Prestations d'assistance et santé AMIG	47'008	42'521	10.6%	38'690	8'317 21.5%
Prestations d'hébergement	36'663	31'667	15.8%	27'809	8'854 31.8%
Coûts ateliers d'occupation et Formation	1'547	926	67.2%	1'024	523 51.1%
Pertes sur débiteurs asile	631	300	110.2%	529	102 19.3%
Autres prestations indirectes	775	200	287.4%	421	353 83.9%
Frais financiers et autres prestations indirectes	88	96	-8.8%	80	7 8.9%
Prestations indirectes et pertes débiteurs	3'040	1'522	99.8%	2'055	985 47.9%
Total prestations aide aux migrants	86'711	75'710	14.5%	68'554	18'156 26.5%
Forfaits SEM - Migrants (FG1 et 2)	-41'235	-37'749	9.2%	-33'522	-7'713 23.0%
Forfaits aide d'urgence	-2'845	-2'593	9.7%	-2'446	-399 16.3%
Fonds d'intégration (BIE)	-765	-844	-9.4%	-840	75 -8.9%
Prise en charge asile (SEM - BIE)	-44'845	-41'187	8.9%	-36'808	-8'037 21.8%
Remboursements prestations AMIG (fact. usagers)	-8'685	-9'225	-5.9%	-8'207	-478 5.8%
Utilisation provision perte sur débiteurs AMIG	-394	-300	31.4%	-421	27 -6.5%
Prestations internes ATFOR	-772	-497	55.3%	-625	-147 23.5%
Remboursements de tiers AMIG	-9'851	-10'022	-1.7%	-9'253	-597 6.5%
Total prestations aide aux migrants nettes	32'015	24'502	30.7%	22'492	9'523 42.3%

Prestations nettes Aide aux migrants (en mios CHF)



PRINCIPAUX POSTES :**➤ Prestations d'aide aux requérants d'asile : CHF 86.7 mios, en forte hausse par rapport à 2014 (+26.5%)**

- **Prestations d'assistance et de santé :** les prestations globales versées directement aux usagers évoluent proportionnellement à la population prise en charge (en nombre et en nature). Augmentation du nombre moyen des personnes assistées +20%
- **Prestations d'hébergement :** ces prestations comprennent l'hébergement collectif et individuel ainsi que les travaux d'entretien et de sécurité. La hausse de 31.8% est expliquée par le recours aux abris de protection civile, les renforts de sécurité (présence continue d'agents de sécurité externes), ainsi que les travaux et aménagements des nouveaux lieux (+1000 places nettes en 2015)

- **Prestations indirectes et débiteurs :**

Coûts des mesures et ateliers d'intégration : coût de l'ensemble des actions de formation destinées aux requérants d'Asile, y compris les ateliers spécifiques. Cette rubrique enregistre les prestations internes fournies dans le cadre des ateliers d'occupation des requérants d'Asile, ainsi que les dépenses de traduction (hausse des arrivées).

- **Pertes sur débiteurs (voir aussi note A 1- 1-3) :**

Pertes (non recouvrement constaté dans l'exercice à la clôture des dossiers) et ajustements de provisions (Reconstitution) sur les créances des usagers indépendants et statutaires auxquels sont facturées les participations aux frais d'hébergement et de santé (PFH, PFS).

➤ Couvertures et recettes CHF 54.7 mios, +8.6 mios par rapport à 2014

- **Forfaits Secrétariat d'Etat aux migrations (FG1 domaine Asile + FG2 domaine Réfugiés) :** 41.2 mios

Ces forfaits individuels sont versés par le SEM en fonction du nombre de personnes attribuées et de leur statut d'occupation. Ils évoluent proportionnellement à l'augmentation moyenne des dossiers entre 2014 et 2015 (+23%).

- **Forfaits Secrétariat d'Etat aux migrations (Aide d'urgence) :** 2.8 mios

Ces forfaits individuels et uniques sont versés par l'ODM aux requérants qui basculent dans l'exercice à l'aide d'urgence (Déboutés, nems...). Ils augmentent de 16% entre 2014 et 2015, selon le nombre d'arrivées à l'aide d'urgence.

- **Fonds d'intégration (0.8 mios) :** la contribution de l'Hospice général aux activités d'insertion (programmes d'occupation) est facturée au fonds d'intégration cantonal (Bureau pour l'Intégration des Etrangers). Ce montant est forfaitaire et en baisse de 9% suite (révision de la convention avec le BIE en 2015).

- **Remboursements de prestations par les usagers AMIG :** il s'agit là pour l'essentiel des participations (frais hébergement - PFH, frais de santé - PFS) facturées aux requérants totalement ou partiellement indépendants, ainsi que des remboursements et retenues diverses sur assistance. A noter que, compte tenu des risques de non remboursement de cette catégorie de population, un abattement de valeur importante est apporté à l'actif du bilan pour ces créances (Voir A-1-1).

- **Utilisation provision perte sur débiteurs :** cette position correspond au montant de provision utilisée (cf. ci-dessus) dans le cadre des clôtures de dossiers.

c. Résultat net (fonctionnement et réévaluation immobilière)

En KCHF

Compte de fonctionnement au 31.12.2015 en KCHF	Comptes	BUDGET	Ecart budget	Comptes	Ecart 2014-2015
	31.12.2015	31.12.2015		31.12.2014	
	KCHF	KCHF	En %	KCHF	En %
Revenus d'exploitation					
Subventions et contributions publiques	93'870	92'612	1.4%	92'280	1.7%
Subventions - Canton de Genève	78'602	78'602	0.0%	79'123	-0.7%
<i>Subvention Etat - Fonctionnement</i>	78'450	78'450	0.0%	78'971	-0.7%
<i>Utilisation (+) ou dotation (-) non dépensée mandat prestation</i>	0	0	-	0	-
Subventions - Confédération (Secr. Etat aux Migrations) - Fonctionnement	13'151	11'370	15.7%	10'449	25.9%
Contributions Ville GE (Exploit. Nouvelle Roseraie)	745	725	2.8%	699	6.5%
Utilisation de subventions d'investissement	1'372	1'915	-28.4%	2'009	-31.7%
Produits d'exploitation	3'596	3'457	4.0%	3'241	10.9%
Produits des pensions (établissements)	1'293	1'369	-5.6%	1'306	-1.0%
Produits de ventes diverses (Refacturation prestations du service Formation)	408	430	-5.0%	455	-10.3%
Frais divers récupérés	42	36	16.7%	26	61.0%
Produits des publications	17	17	2.0%	11	55.8%
Utilisation de fonds et dons affectés	636	0	-	786	-19.1%
Autres produits d'exploitation	1'200	1'606	-25.3%	656	82.8%
	0				
Produits immobiliers	28'891	28'056	3.0%	28'449	1.6%
Résultat du parc immobilier de rapport	28'891	27'800	3.9%	28'205	2.4%
Autres produits immobiliers	0	256	-	244	-
Reprises sur provisions	0	0	-	0	-
Total des revenus d'exploitation	126'357	124'125	1.8%	123'970	1.9%
Charges d'exploitation	126'423	128'683	-1.8%	124'911	1.2%
Charges de personnel	109'475	109'670	-0.2%	104'953	4.3%
Charges d'exploitation	14'418	16'501	-12.6%	16'651	-13.4%
Charges liées aux établissements	339	418	-18.8%	365	-7.1%
Autres charges (fonds affectés)	636	0	-	786	-19.1%
Amortissements	1'553	2'094	-25.8%	2'156	-28.0%
Total des charges d'exploitation	126'423	128'683	-1.8%	124'911	1.2%
RESULTAT D'EXPLOITATION	-65	-4'558	-98.6%	-941	-93.1%
Résultat financier	-23	-23	-0.8%	-138	-83.4%
RESULTAT NET D'EXPLOITATION	-88	-4'581	-98.1%	-1'078	-91.8%
Résultat de réévaluation	76'001	0	-	3'366	> 999
RESULTAT NET HOSPICE GENERAL	75'913	-4'581	-	2'288	> 999

C1 – Revenus d'exploitation

C1-1 – Subventions et contributions publiques

➤ **Subventions Canton de Genève : CHF 78.5 mios**

Voir Tome I - Etats Financiers

➤ **Subventions Confédération SEM-BIE (Fonctionnement) : CHF 13.2 mios**

Quotes-parts relatives au fonctionnement des forfaits en provenance du SEM (Secrétariat d'Etat aux migrations) ou du BIE (Bureau d'Intégration des étrangers). Ces recettes sont exclusivement affectables aux frais de fonctionnement concernant l'Aide aux migrants.

➤ **Contributions communes : CHF 0.7 mios**

La ville de Genève prend en charge une partie du déficit d'exploitation de la Nouvelle Roseraie suite à l'accord du 14/12/2006.

➤ **Utilisation de subventions d'investissement : CHF 1.4 mios**

Nous retrouvons sur ce poste les produits différés d'utilisation de la subvention d'investissement informatique L10.063. Voir A1-13.

C1-2 – Produits d'exploitation

➤ **Produits des pensions** (Etablissements pour personnes âgées) : recettes de facturation des hébergements dans les maisons de vacances (Nouvelle Roseraie et Florimont)

➤ **Produits de ventes diverses** : ventes cafétérias et prestations FDRH (Service Formation HG).

➤ **Frais divers récupérés du personnel** : refacturation aux collaborateurs des repas pris sur place (établissements).

➤ **Produits des publications**: produits des ventes externes de publications HG (La Clé, Ariane...)

➤ **Utilisation de fonds et dons affectés** : (voir note A1-14) contrepartie produits des montants de dons et Fonds affectés utilisés dans l'exercice. Les charges associées figurent pour un montant équivalent → Impact résultat nul.

➤ **Autres produits** : peuvent figurer dans ce compte notamment les remboursements d'assurances ou les commissions de perception de l'impôt à la source.

➤ **Résultat de réévaluation** : réévaluation annuelle du parc de rapport (voir tome 1- note A1-6).

C1-3 – Résultat du parc Immobilier

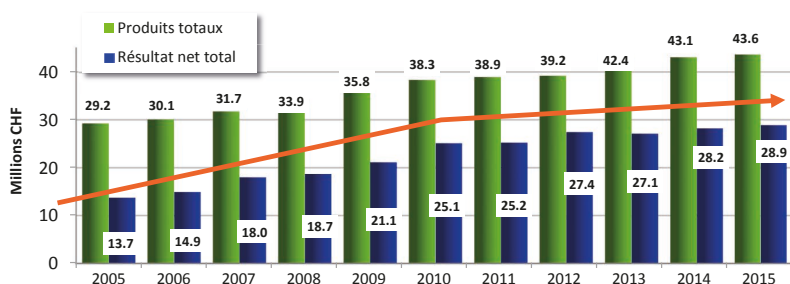
En kCHF

	Comptes 31.12.2015 kCHF	Budget 31.12.2015 kCHF	Ecart en %	Comptes 31.12.2014 kCHF	Ecart en %
Revenus d'exploitation immobiliers					
Loyers et droits de superficie	43'538	43'960	-1.0%	42'554	2.3%
Loyers	39'449	39'590	-0.4%	38'874	1.5%
Droits de superficie	1'755	1'750	0.3%	1'505	16.6%
Loyers internes	2'335	2'620	-10.9%	2'175	7.3%
Subventions	0	30	n.d.	86	n.d.
Recettes diverses	14	0	n.d.	20	-31.4%
Reprises sur provisions	89	80	11.2%	359	-75.3%
Total des revenus d'exploitation immobiliers	43'641	44'070	-1.0%	43'019	1.4%
Charges d'exploitation immobilières					
Charges d'exploitation	(5'074)	(4'770)	6.4%	(4'975)	2.0%
Conciergerie	(1'059)	(1'100)	-3.7%	(1'028)	3.0%
Eau & électricité	(839)	(830)	1.1%	(839)	0.1%
Frais d'exploitation	(621)	(520)	19.4%	(515)	20.7%
Assurances	(502)	(470)	6.7%	(338)	48.6%
Frais de contentieux	(260)	(260)	-0.1%	(294)	-11.6%
Honoraires	(1'294)	(1'280)	1.1%	(1'323)	-2.3%
Autres charges d'exploitation	(499)	(310)	61.0%	(638)	-21.8%
Entretien, réparations et rénovations	(4'453)	(6'290)	-29.2%	(5'397)	-17.5%
Contrats d'entretien	(571)	(520)	9.8%	(496)	15.2%
Entretien usuel & réparations	(2'197)	(2'220)	-1.1%	(2'617)	-16.1%
Rénovations	(1'450)	(3'030)	-52.1%	(2'043)	-29.0%
Honoraires sur travaux	(236)	(520)	-54.7%	(241)	-2.4%
Droits de superficie et redevances	(100)	(100)	0.0%	(100)	0.0%
Taxes & contributions	(42)	(40)	3.8%	(28)	45.7%
Amortissements	(1'479)	(1'480)	0.0%	(928)	59.1%
Provisions et réserves	(82)	(80)	2.2%	(100)	-18.1%
Total des charges d'exploitation immobilières	(11'229)	(12'760)	-12.0%	(11'528)	-2.6%
RESULTAT D'EXPLOITATION IMMOBILIER	32'412	31'310	3.5%	31'492	2.9%
Résultat financier	(3'526)	(3'510)	0.5%	(3'319)	6.3%
Résultat extraordinaire	6		n.d.	32	-81.4%
RESULTAT NET IMMOBILIER	28'891	27'800	3.9%	28'205	2.4%

Le résultat net du parc immobilier (CHF 28.9 mios) enregistre une hausse de 2.4% en 2015 :

- Nouvelle amélioration des revenus locatifs. Les loyers sont en augmentation à nouveau de 2.3% sur la totalité du parc. Ceci est principalement dû aux logements (+1.5%) et la renégociation des rentes de superficie.
- Les charges d'exploitation sont globalement stables.
- Les charges d'entretien et de rénovation, très fluctuantes selon les travaux engagés, sont en baisse par rapport à 2014 et inférieures au budget initial (décalage de travaux).
- Les charges financières sont en hausse de +6.3% liées à l'augmentation de nos emprunts hypothécaires en hausse de CHF 13.5 mios.

Evolution et résultat courant du parc immobilier



C2 - Charges d'exploitation

C2-1 - Charges de personnel

Charges de personnel (KCHF)

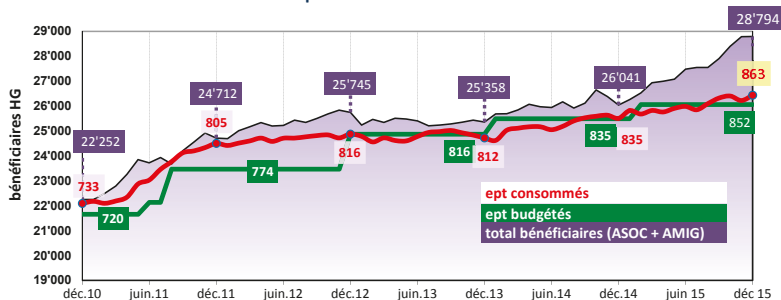
	31.12.2015	BUDGET	Ecart	31.12.2014	Ecart 2014-2015	
Personnel fixe	78'873	80'439	-1.9%	77'972	901	1.2%
Personnel auxiliaire	8'585	7'232	18.7%	7'407	1'178	15.9%
Stagiaires et apprentis	538	564	-4.6%	467	70	15.1%
Primes et indemnités	960	1'138	-15.6%	958	3	0.3%
Masse salariale brute	88'956	89'373	-0.5%	86'805	2'152	2.5%
Charges et cotisations sociales	19'201	19'334	-0.7%	17'976	1'225	6.8%
Remboursement traitements par tiers	-2'248	-2'187	2.8%	-2'226	-22	1.0%
TOTAL MASSE SALARIALE	105'909	106'519	-0.6%	102'555	3'354	3.3%
Ajustements de provisions (Plend, HS, Vacances)	1'683	600	180.3%	229	1'454	635.8%
Personnel intérimaire	624	1'078	-42.1%	871	-247	-28.3%
Recrutement	223	240	-6.9%	208	15	7.3%
Formation	577	719	-19.8%	640	-63	-9.8%
Frais divers	459	514	-10.6%	450	9	1.9%
Autres frais liés au personnel	3'566	3'151	13.2%	2'398	1'168	48.7%
Total Charges de personnel	109'475	109'670	-0.2%	104'953	4'522	4.3%

En 2015, la dotation en postes est passée à 863 ept. La masse salariale brute augmente donc en conséquence (+2.5%).

L'augmentation des charges salariales est principalement due à la hausse de cotisations CPEG (+1 mio).

Les autres frais liés au personnel sont en forte augmentation notamment dû à l'ajustement des provisions pour vacances et heures supplémentaires.

Postes fixes et auxiliaires et évolution parallèle des bénéficiaires HG



C2-2 - Charges d'exploitation

En kCHF

Charges d'exploitation				Ecart	
	31.12.2015	BUDGET	Ecarts	31.12.2014	2015
Frais de bureau et d'administration	1'617	1'589	1.8%	1'837	-220
Matériel, mobilier, véhicules	635	650	-2.3%	653	-18
Assurances	114	150	-24.2%	112	2
Services externes et honoraires	1'988	2'168	-8.3%	1'797	191
Communication et publications	395	418	-5.6%	242	152
Divers	78	104	-25.4%	80	-2
Charges immobilier d'exploitation	6'184	7'822	-20.9%	8'761	-2'577
Frais informatique	3'408	3'600	-5.3%	3'169	239
Total Charges d'exploitation	14'418	16'501	-12.6%	16'651	-2'232

Les charges d'exploitation diminuent de 13.4% (-2.2 mios) en 2015, essentiellement sur les positions d'immobilier d'exploitation, non récurrentes et fonction des travaux et aménagements liés au développement de l'Institution (en 2014, fin des travaux des sites AMIG E.Lance et Bouchet, Center de formation HG)

Frais de bureau et administration : fournitures, documentation, photocopies, déplacements, transports, affranchissements, téléphone...

Matériel, mobilier, véhicules : achat, entretien et location de matériel, mobilier et véhicules.

Assurances : primes d'assurance exploitation, hors immobilier

Charges immobilier exploitation : loyers et charges des locaux d'exploitation. Les charges des locaux nécessaires dans le cadre de la LIASI sont affectés aux prestations.

Informatique : frais de développement et de maintenance externes (hors crédit d'ouvrage ou Programme)

C2-3 - Amortissements

En kCHF

Amortissements				Ecart	
	31.12.2015	BUDGET	Ecarts	31.12.2014	2015
Matériel et machines	72	77	-7.1%	41	31
Informatique	1'404	1'915	-26.7%	2'017	-613
Mobilier	75	100	-24.5%	97	-22
Véhicules	2	0		0	2
Total Amortissements	1'553	2'092	-25.8%	2'156	-603

Commentaires : les règles d'amortissements sont explicitées dans l'annexe A0.

C3 – Résultat financier

En kCHF

Résultat financier	31.12.2015	BUDGET	Ecart	31.12.2014	Ecart 2014-2015
Charges d'intérêts sur passifs à long terme	0	0	n.d.	-116	116
Charges bancaires	-23	-23	-0.5%	-21	-2
Total Résultat financier	-23	-23	-0.8%	-138	115

Charges d'intérêt sur passifs à long terme : intérêts annuels du fonds de bienfaisance de la Ville de Genève remboursé durant l'exercice 2014.

Charges bancaires : ces charges bancaires comprennent les frais courants de la tenue et gestion des comptes.

Hospice général – Finances

Rapport finances et gestion à fin décembre 2015



TOME III Indicateurs

Hospice général
Cours de Rive 12
1204 Genève





Hospice général
Institution genevoise d'action sociale

SOMMAIRE

TOME III - INDICATEURS

Informations contextuelles..... Page 2

Mandat de prestations

Vision synthétique des indicateurs..... Page 3

Action sociale

Evolution des dossiers Page 4

Profil sociologique des dossiers..... Page 5

Motifs de sortie des bénéficiaires Page 5

Durées moyennes de prise en charge Page 5

Indicateurs de l'indépendance financière Page 6

Insertion : Mesures et activités de réinsertion à l'unité de Retour à l'autonomie (URA)..... Page 7

Insertion : SRP (check-lists, stage d'évaluation et mesures) Page 8

Insertion : SRP (taux et motifs de sortie, durée moyenne de prise en charge)..... Page 8

Insertion : Emplois de solidarité (EdS) / Allocations de retour à l'emploi (ARE) Page 8

Point jeunes : fréquentation, motifs de sortie et durée moyenne de prise en charge Page 10

Unité logement : suivi des situations hébergées à l'hôtel..... Page 10

Aide aux migrants

Evolution du nombre de personnes suivies Page 11

Typologie des bénéficiaires Page 12

Indicateurs relatifs à l'hébergement Page 13

Indicateurs relatifs à l'emploi Page 14

Mesures d'insertion..... Page 15

Activités seniors

Résultat des activités et fréquentation Page 16

Services supports

Service des enquêtes Page 17

Service juridique Page 18

Service du recouvrement Page 18

Ressources humaines

Dotation : évolution pluriannuelle et par fonction Page 19

Informations générales, santé du personnel, taux de rotation, formations..... Page 20

Finances

Prestations et coûts moyens Page 21

Immobilier

Typologie du parc immobilier de rapport..... Page 22

Evolution du résultat du parc immobilier..... Page 22

Informations contextuelles (sources : Groupe de Perspectives Economiques - Office cantonal de la statistique - Office fédéral de la statistique)
Perspectives économiques

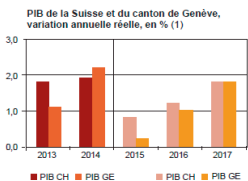


INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

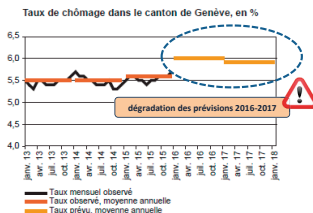
Synthèse trimestrielle - janvier 2016

	Prévisions pour 2015			Prévisions pour 2016			Prévisions pour 2017	
	2014 (1)	Sept. 15	Janv. 16 (2)	Sept. 15	Janv. 16 (2)	Sept. 15	Janv. 16 (2)	
PIB CH, variation annuelle réelle en %	1,9	0,9	0,8 >	1,3	1,2 >	1,5	1,8 >	
PIB GE, variation annuelle réelle en %	2,2	0,4	0,2 >	1,3	1,0 >	1,5	1,8 >	
Renchérissement GE, variation annuelle moyenne en %	-0,9	-1,0	-0,9 >	0,0	-0,4 >	0,4	0,4 >	
Taux de chômage GE, moyenne annuelle en %	5,6	5,6	5,6 →	6,0	6,0 →	5,9	5,9 →	

(1) PIB CH et PIB GE : chiffres provisoires. (2) Variation par rapport à la précédente prévision.



(1) 2013 et 2014 : chiffres provisoires. 2015, 2016 et 2017 : valeurs prévues.



Population résidente du Canton de Genève - chiffres clé

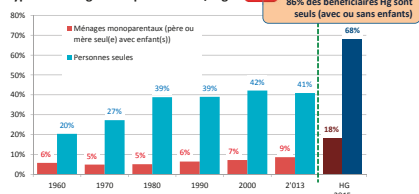
OCSTAT	date de publication			
	déc.12	déc.13	déc.14	juin.15
Effectif total	470'512	476'006	480'309	489'959
Proportion d'étrangers	40.2%	40.9%	41.1%	41.4%

Hospice général				
	déc.12	déc.13	déc.14	juin.15
Bénéficiaires Hg (total)	19'992	20'573	20'823	22'262
en proportion de la population	4.2%	4.3%	4.3%	4.5%
taux d'aide sociale (OFS)	5.3%	5.3%	5.4%	

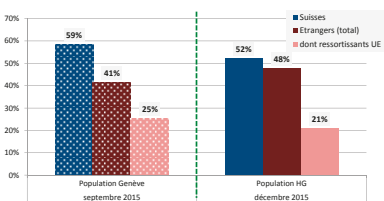
La solitude est un facteur de précarité : les personnes seules et les familles monoparentales sont sur-représentées à l'Aide sociale par comparaison avec la population du canton.

La proportion d'étrangers à l'hospice général est stable et sensiblement la même que celle constatée au niveau du canton.

Type de ménage - comparaison GE / Hg



Origine des personnes - comparaison GE / Hg



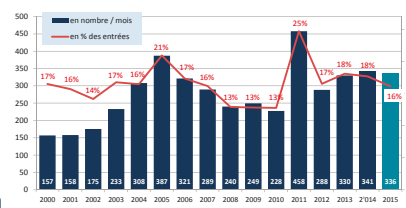
Marché du travail

OCSTAT	déc.12	déc.13	déc.14	déc.15
Chômeurs inscrits	12'427	13'131	12'691	13'448
en moyenne mensuelle	11'653	12'804	12'817	13'019
taux de chômage (moy)	5.0	5.5	5.5	5.6

	déc.12	déc.13	déc.14	déc.15
entrées (moy. mensuelle)	1'746	1'826	1'928	2'082
sorties (moy. mensuelle)	1'764	1'766	1'965	2'020
dont fins de droit (moy. mensuelle)	288	330	341	340 (*)
% fins de droits / entrées	17%	18%	18%	16%
Evolution annuelle des fins de droit		14%	+3%	-0%

(*) : (chiffre provisoire des caisses d'assurance chômage)

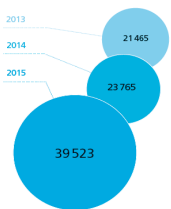
Fins de droit chômage, en nombre et au prorata des entrées



Chaque mois, en moyenne, près de 340 personnes sortent du chômage en fin de droit, stabilisées par rapport à 2014 malgré la hausse du nombre des chômeurs (+6%).

Informations contextuelles (sources : Hospice général et statistique du Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM))

Demandes d'asile en Suisse en 2015



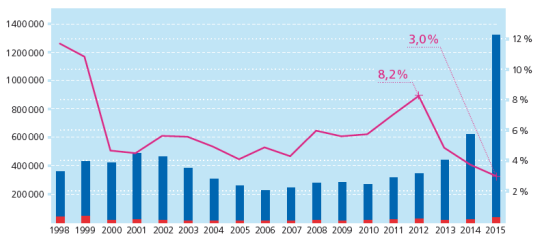
Extraits de communiqués du SEM :

"En 2015, **39 523 personnes** ont déposé une demande d'asile en Suisse, soit 15 758 de plus qu'en 2014 (23 765 demandes) ; la hausse s'élève à 66,3 %. Durant les mois d'automne 2015, le nombre de demandes d'asile a atteint un niveau très élevé qui constitue un nouveau record depuis la fin de la crise du Kosovo, en été 1999. Un sommet de 5 691 demandes d'asile a même été établi en novembre ; ce pic découle d'un mouvement migratoire d'une ampleur sans précédent du Proche et du Moyen-Orient vers l'Europe. Dans toute l'Europe, 1,3 à 1,4 millions de demandes d'asile ont été déposées en 2015, soit plus du double de l'année précédente (625 000 demandes.)[...]"

Impact sur le Canton de Genève : En 2015, l'Hospice général recense **2'646 entrées** dans son dispositif, dont **2'098 arrivées en provenance des centres d'enregistrement et de procédure (CEP)**. Ce qui représente **5,3%** des demandes d'asile déposées en Suisse (taux réel du canton =5.8% mais décalage des attributions au canton)

Demandes d'asile en comparaison européenne

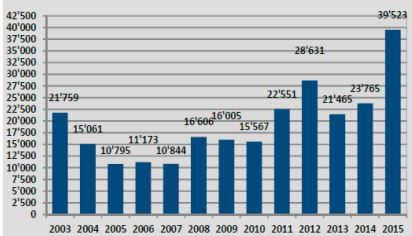
Part de la Suisse par rapport aux demandes d'asile déposées en Europe



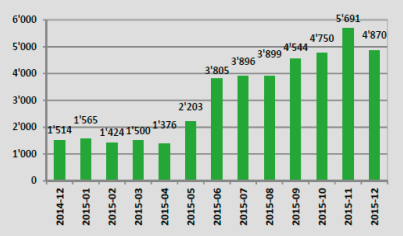
En 2015, près de 1,4 million de demandes d'asile ont été déposées dans toute l'Europe, soit le double de l'année précédente. Comparativement à l'Europe, la hausse des demandes d'asile relevée en Suisse l'an dernier a été modérée. En effet, la part des demandes déposées dans notre pays est passée de 3,8 % en 2014 à 3,0 % cette année. Il s'agit là de la proportion la plus faible enregistrée depuis 25 ans.

Evolution des demandes d'asile et principaux pays de provenance

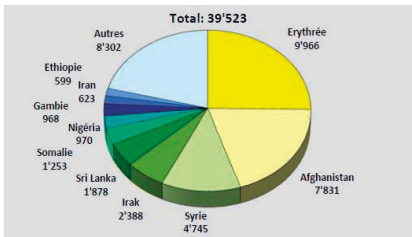
Demandes d'asile par an



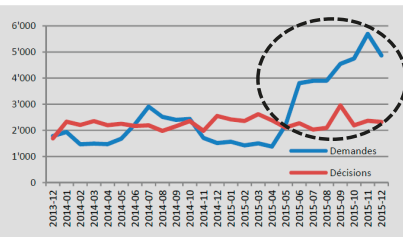
Demandes d'asile par mois



Demandes d'asile : Principaux pays de provenance
1.1 - 31.12.2015



Evolution des demandes d'asile et cas traités



Mandat de prestations : vision synthétique des indicateurs

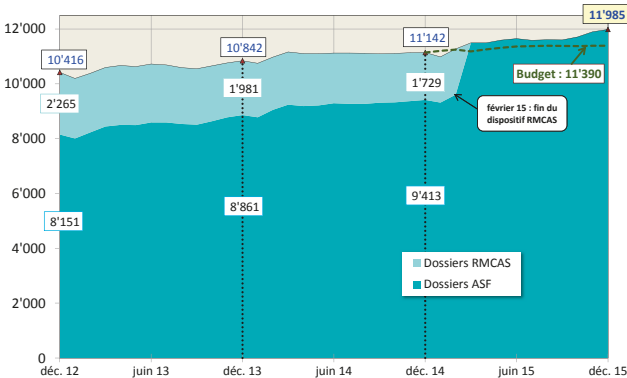
	Réalisé 2014	2015		2017 fin Mandat	F I a g	PAGE
		déc	Valeur cible	Valeur cible		
ACTION SOCIALE						
Indicateurs du mandat 2014-2017 - politique C03						
Durée moyenne de prise en charge (dossiers clos ASF)	22 mois	26 mois	20 mois	20 mois	↗	Page 5
Nbre de sorties (moyenne mensuelle en dossiers - décalage 6 mois)	281	289	300	330	↗	Page 4
Proportion des personnes qui perçoivent un revenu du travail (Base : Nb dossiers financiers)	15.4%	14.9%	15%	18%	↘	Page 6
Motif de sorties : proportions des sorties pour motif d'acquisition de revenu	37%	37%	34%	40%	→	Page 5
Proportion des dossiers réouverts après sortie durant 6 mois au moins (Taux de retour ASF)	30%	30%	30%	28%	→	Page 6
Proportion des bénéficiaires de la catégorie d'âge 18-25 ans non révolus (dossiers ASF)	11%	11%	11%	13%	→	Page 5
Coût moyen administratif en CHF / an / dossier (= charges salariales de la fonction / dossiers tous)	4'264 CHF	4'161 CHF	4'500 CHF	4'500 CHF	↘	Page 21

AIDE AUX MIGRANTS						
Indicateurs du mandat 2014-2017 - politique C05						
					Impact arrivées	
Durée moyenne d'hébergement des ayants droit (Permis N & F, Aide d'urgence, Réfugiés statutaires)	4 ans et 6 mois	3 ans et 6 mois	4 ans et 4 mois	4 ans et 2 mois	↘	Page 13
Nombre de sorties (moyenne mensuelle en personnes)	90	111	110	115	↗	Page 11
Proportion des migrants indépendants ou partiellement assistés (base : moyenne annuelle)	23%	19%	24%	25%	↘	Page 14
Taux d'occupation du dispositif d'hébergement collectif	105%	102%	93%	95%	↘	Page 13
Taux d'occupation du dispositif d'hébergement individuel	93%	93%	99%	99%	→	Page 13
Coût moyen administratif en CHF / an / dossier (= charges salariales de la fonction / dossiers tous)	7'651 CHF	6'919 CHF	8'000 CHF	8'000 CHF	↘	Page 21

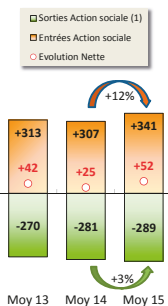
Action sociale : évolution des dossiers

- **Dossiers** : Le nombre de dossiers financiers s'établit à **11'985** à fin décembre, soit une **hausse de 86 dossiers** par rapport au mois précédent. En 2015, la hausse atteint **8% pour les dossiers financiers**, soit 843 dossiers supplémentaires. Le nombre moyen de dossiers financiers s'établit à 11'574, soit 496 de plus qu'en 2014 (11'142 dossiers moyens / +4.5%).
- **Personnes** : 22'262 personnes sont aidées à fin décembre, soit une hausse de **+1'439 personnes sur 12 mois**.
- **Prestations** : Le résultat provisoire (non audité) est établi à 266 mios soit un boni de **+1.6 mios** par rapport au budget 2015 (267.6 mios), du fait de l'amélioration des recettes, notamment AI, qui compense la hausse des prestations. Ce montant est restitué à l'Etat.

Evolution des dossiers financiers à l'Action sociale



Entrées / Sorties mensuelles (en dossiers)



(1) Sorties effectives après 6 mois sans prestation (règle OFS)

Nature	12-2014	10-2015	11-2015	12-2015
Dossiers				
Dossiers financiers ⁽¹⁾	11'142	11'711	11'899	11'985
Dossiers non financiers ⁽²⁾	1'564	1'927	1'834	1'697
Total	12'706	13'638	13'733	13'682
Personnes totales	20'823	22'241	22'393	22'262

Evolution 2015 à fin décembre

+843	+8%
+133	+9%
+976	+8%
+1'439	+7%

Prestations en mios de CHF	12-2014	T1-2015	T2-2015	T3-2015	T4-2015
Prestations nettes	271.4	64.8	131.0	198.6	266.0
Subvention	271.4	66.9	133.8	200.7	266.0
Ecart	-	2.1	2.8	2.1	-

BU 2015	Ecart Budgétaire
267.6	-1.6
267.6	-0.6%

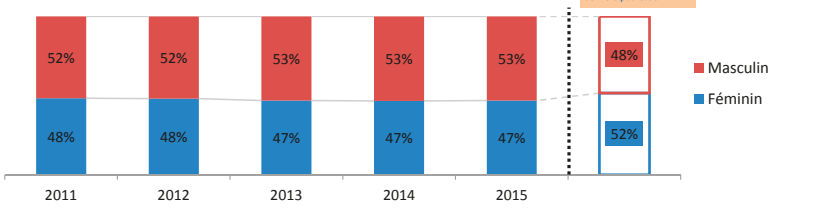
Solde à restituer : -1,6 mios

⁽¹⁾Dossiers financiers = ayant eu une prestation financière dans le mois considéré.

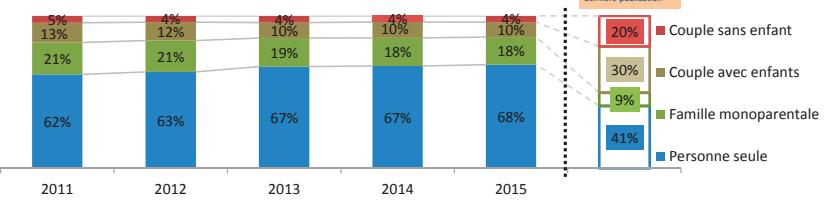
⁽²⁾Dossiers non-financiers = dossiers d'accompagnement social seul et dossiers financiers en clôture.

Action sociale financière : profil sociologique des dossiers

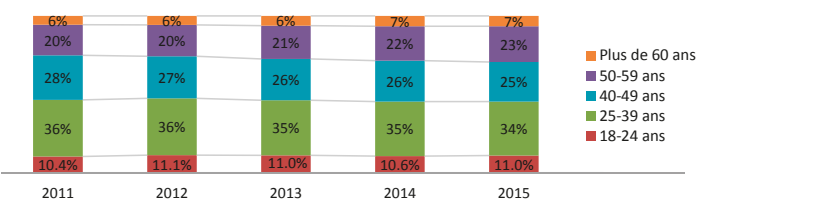
Genre du demandeur



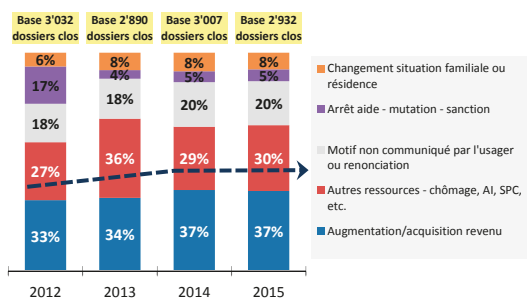
Structure familiale du dossier



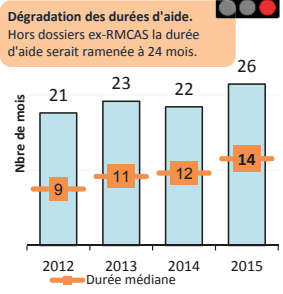
Tranche d'âge du demandeur



Motifs de sortie (ASF)




ASF - durées moyennes et médianes de prise en charge - dossiers clos



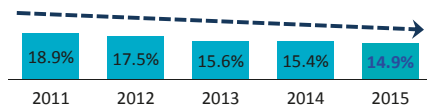
Action sociale financière : indicateurs de l'indépendance financière des ayants droit

DOSSIERS AVEC REVENU DU TRAVAIL

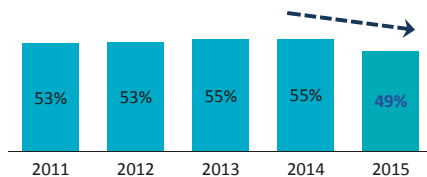
Dégradation des
indicateurs liés au travail



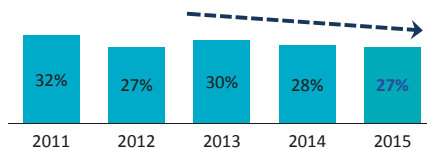
Proportion des dossiers ASF avec
revenu du travail (12 mois glissants)



Proportion des dossiers entrés **AVEC** un
revenu du travail **ET** qui l'ont vu
augmenter pendant la première année
de prise en charge
(12 mois glissants)

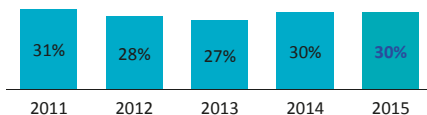


Proportion des dossiers entrés **SANS**
revenu du travail **ET** qui en ont acquis
un pendant la première année de prise
en charge (12 mois glissants)

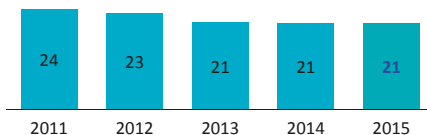


DOSSIERS REVENANT A L'AIDE SOCIALE¹

Proportion des dossiers réouverts
après une sortie de 6 mois au moins
(taux de retour)
(12 mois glissants)



Durée d'indépendance des dossiers
revenus à l'aide sociale
(= nombre de mois sans aide)
(12 mois glissants)



¹sur une période d'analyse de 5 ans

Action sociale - Insertion : Mesures et activités de réinsertion à l'unité de Retour à l'autonomie (URA)

Mesures de réinsertion (usagers CAS)

⇒ Mesures de réinsertion sociale:

Maintenir et développer les compétences sociales et relationnelles et ainsi limiter les problèmes sociaux, de santé, et les phénomènes de marginalisation et d'exclusion

⇒ Mesures de réinsertion socio-professionnelles:

Maintenir et développer les compétences professionnelles et augmenter les chances de réinsertion professionnelle

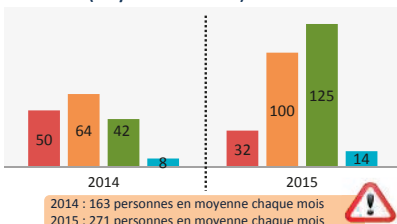
⇒ Mesures de réinsertion professionnelles:

Développer les compétences professionnelles et favoriser le retour à l'autonomie du bénéficiaire par la réinsertion professionnelle

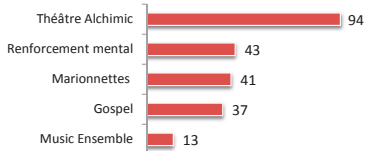
⇒ Mesures de placement:

Retour à l'autonomie du bénéficiaire par la réinsertion professionnelle .

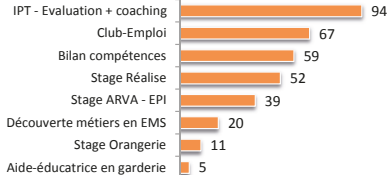
Total des personnes engagées dans un processus de réinsertion (moyenne mensuelle)



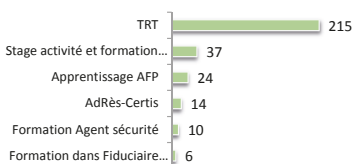
Réinsertion sociale : 228 personnes en 2015



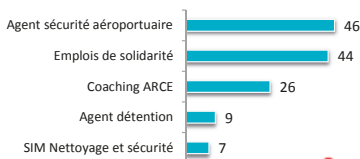
Réinsertion socio-professionnelle : 347 personnes en 2015



Réinsertion professionnelle : 306 personnes en 2015



Placements : 132 personnes en 2015

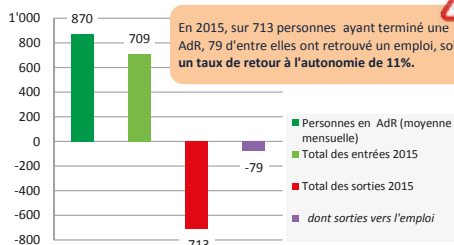


En 2015, 1'013 personnes suivies dans les CAS ont bénéficié d'une mesure de réinsertion.
TRT a placé 86 personnes au total (sur l'ensemble des 300 personnes qui lui ont été adressées par l'hospice général).

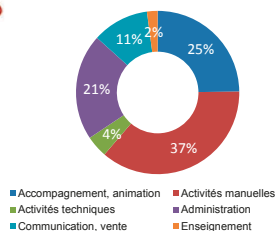
Activités de réinsertion (AdR)

Mesures de réinsertion socio-professionnelle non rémunérées, à temps partiel, d'utilité sociale, culturelle ou environnementale, dans le domaine associatif ou les services publics.

Synthèse annuelle



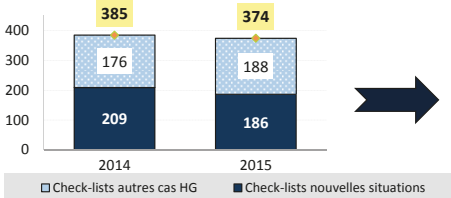
Répartition par domaine d'activité



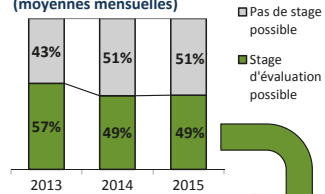
Action sociale - insertion : Service de réinsertion professionnelle

1) Flux d'entrée

Vérification de l'aptitude à entrer dans le dispositif (Nombre moyen de check-lists par mois)



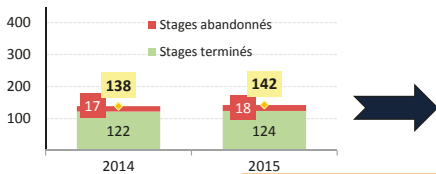
Résultats des check-lists (moyennes mensuelles)



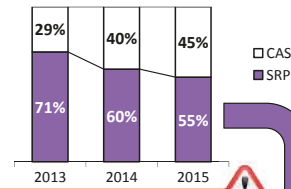
49% des check-lists effectuées ouvrent l'accès à un stage d'évaluation.

2) Stage d'évaluation

Nombre de stages d'évaluation terminés (moyenne mensuelle)



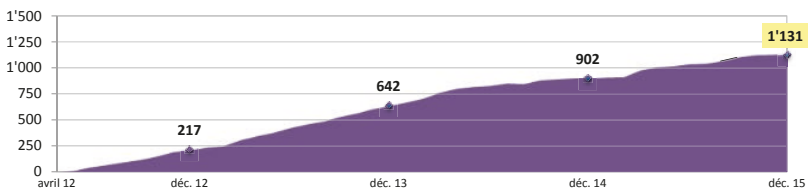
Orientation en fin de stage



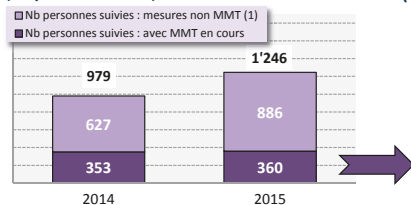
55% des personnes ayant terminé leur stage sont orientés vers le SRP

3) Activités du SRP

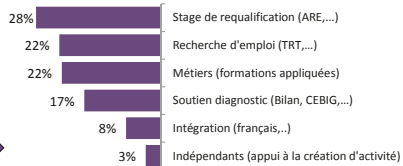
Evolution du nombre de dossiers suivis au SRP



Mesures mise en place au SRP (moyenne mensuelle)



Types de mesures du marché du travail (MMT)

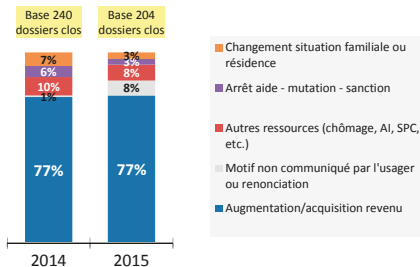


(1) projet d'insertion en cours d'élaboration, formations qualifiantes, stages professionnels hors OCE

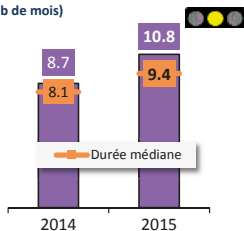
Action sociale - Insertion : Service de réinsertion professionnelle

4) Taux de sorties

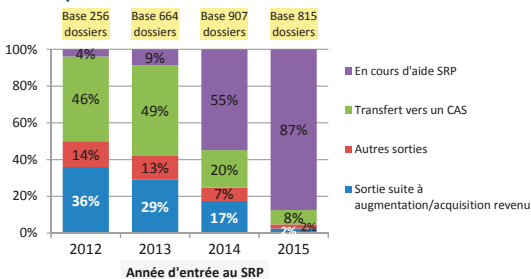
Motifs de sortie (hors retour CAS)



Durées moyennes et médianes de prise en charge des dossiers sortis du SRP (en nb de mois)



Suivi par cohortes

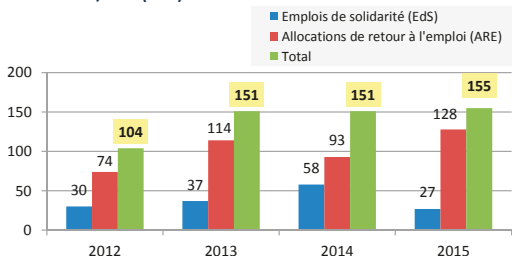


Analyse des cohortes SRP (selon année d'entrée dans le dispositif)

Sur la base d'un suivi maximum prévu sur 24 mois, 2012 ayant été l'année du démarrage, les résultats doivent être pris avec prudence (256 dossiers suivis, démarrage des stages et mesures).

Action sociale - Insertion : Emplois de solidarité /Allocations de retour à l'emploi

Octroi EdS / ARE (OCE)

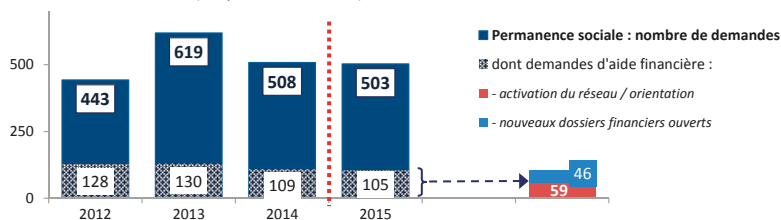


Les mesures EdS et ARE sont gérées par l'OCE : l'octroi des EdS a été suspendu cet été.

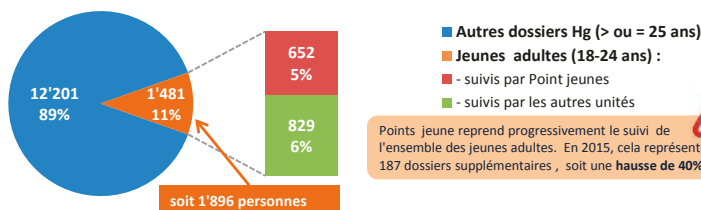
EdS : la mise à disposition de nouvelles places dépend des sorties du dispositif, ce qui limite leur octroi.
ARE : ces mesures sont en places limitées et doivent être partagées avec les ayants droit de l'OCE.

Action sociale : Point jeunes

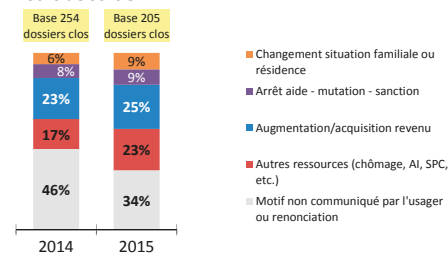
Flux mensuel - entrées (moyenne mensuelle)



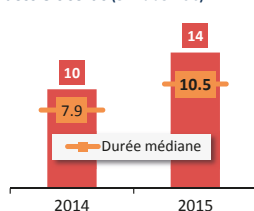
Proportion des dossiers "jeunes adultes" à l'aide sociale base : 13'682 dossiers suivis à fin décembre



Motifs de sortie

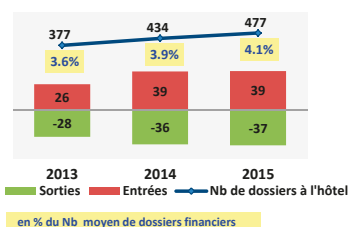


Point jeunes : durées moyennes et médianes de prise en charge des dossiers sortis (en nb de mois)

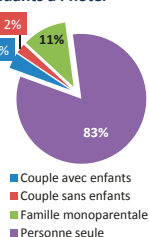


Action sociale : Unité logement

Entrées et sorties Hôtel (nb de dossiers en moyenne mensuelle)



Structure familiale des résidents à l'hôtel



En moyenne 4% des dossiers financiers de l'Action sociale sont logés à l'hôtel.

Le coût total à fin septembre 2015 est de l'ordre de 14,8 mios (13,2 mios en 2014).

Le coût réel de la nuitée par dossier est de 85.- CHF en ligne avec le tarif négocié dans le cadre des conventions passées auprès du réseau hôtel.

Aide aux migrants

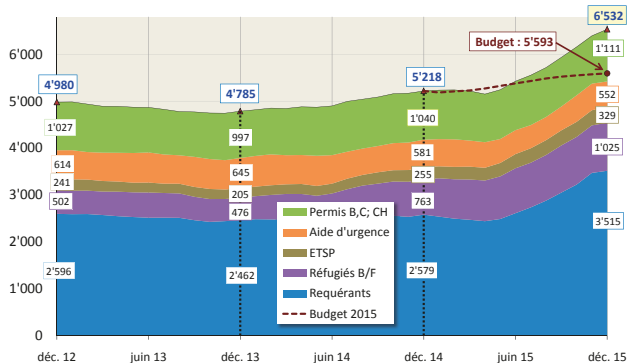
→ **Dispositif** : En décembre, **6'532 personnes sont aidées dans le cadre du dispositif de l'Aide aux migrants**, soit une hausse mensuelle nette de +137 personnes. En 2015, l'Hospice général recense **2'646 entrées**, dont **2'098 en provenance des centres d'enregistrement et de procédure (CEP)**. La hausse nette sur 12 mois est de **+1'314 personnes (+25%)**.

Sur l'ensemble de l'année, 5'650 personnes ont été aidées en moyenne annuelle, soit 664 de plus qu'en 2014 (4'986 personnes moyennes / +13%).

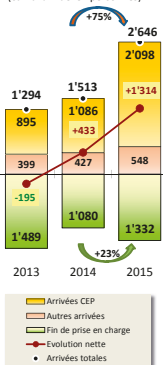
- Cette hausse continue maintient le dispositif d'hébergement sous tension extrême. Des familles sont logées à l'hôtel pour faire face au manque de place dans les structures existantes.

→ **Prestations** : Le résultat provisoire (non audité) est établi à 32 mios et induit **un manco de 1.4 mios** par rapport au montant de la subvention de 30.6 mios (20.6 mios au budget et 10 mios de crédit supplémentaire). Ce manco, annoncé en projection, sera couvert par l'Etat.

Evolution des personnes suivies par l'Aide aux migrants



Entrées / Sorties (cumul annuel en personnes)



Nature	12-2014	10-2015	11-2015	12-2015
Dossiers				
Dossiers financiers	2'353	3'076	3'193	3'283
Dossiers hébergement seul	734	696	693	699
Total	3'087	3'772	3'886	3'982
Personnes totales	5'218	6'158	6'395	6'532

Evolution 2015 à fin décembre

+930	+40%
-35	-5%
+895	+29%
+1'314	+25%

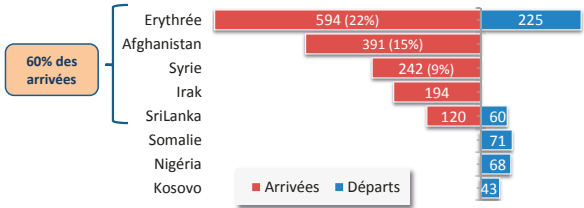
Prestations en mios de CHF	12-2014	T1-2015	T2-2015	T3-2015	T4-2015
Prestations nettes	22.5	7.2	15.5	23.5	32.0
Subvention	22.5	5.1	10.3	15.4	32.0
Ecart	-	-2.0	-5.2	-8.1	-

BU 2015	Ecart Budgétaire
24.5	+7.5 ↑ +31%
20.6	+11.4 ↑ +55%

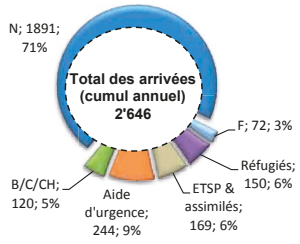
Crédit supplémentaire : + 10 mios

Aide aux migrants : typologie des bénéficiaires

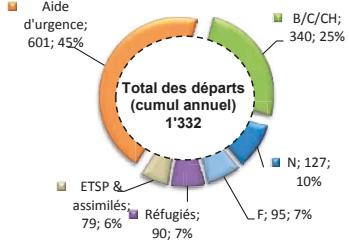
Entrées et sorties du dispositif : top 5 par nationalité
(cumul annuel à fin décembre 2015 - % des arrivées totales)



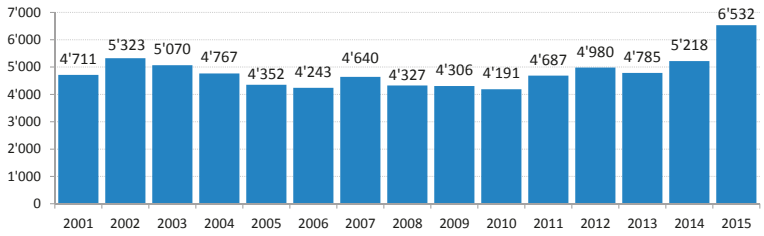
Entrées par type de permis



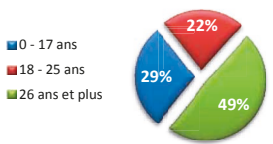
Sorties par type de permis



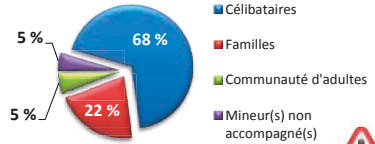
Personnes suivies : historique (à fin décembre)



Tranche d'âge des personnes



Structure familiale des dossiers

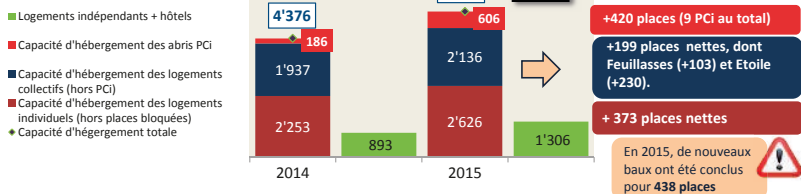


Hausse du nombre de mineurs non accompagnés : **182 personnes à fin décembre**, soit 127 personnes supplémentaires en 1 année.

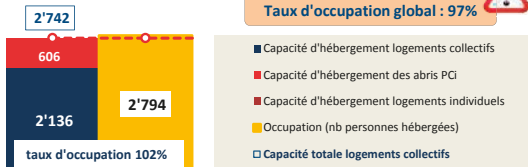


Aide aux migrants : hébergement

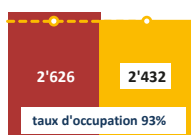
Evolution de la capacité théorique d'hébergement



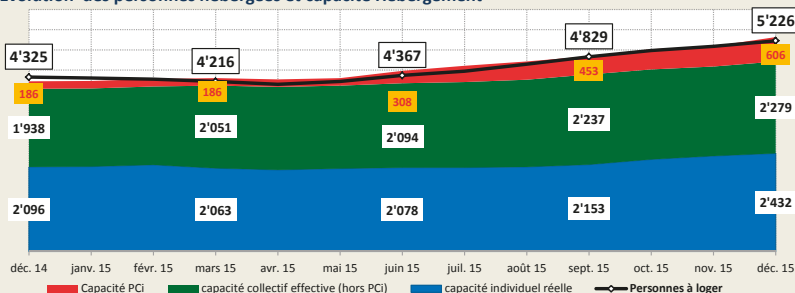
Taux d'occupation des logements en collectif



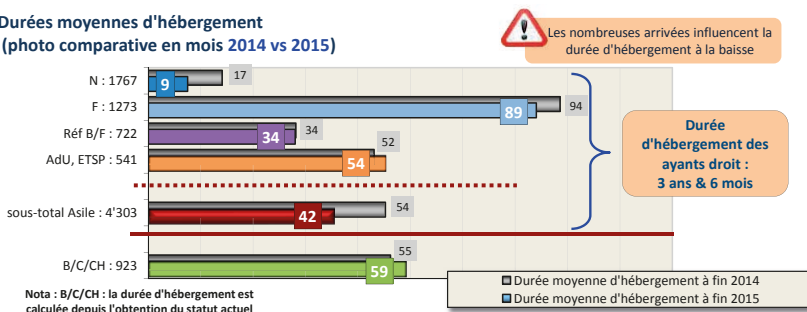
en individuel



Evolution des personnes hébergées et capacité Hébergement



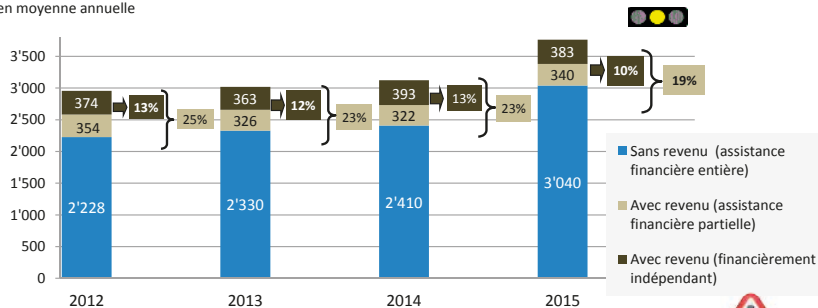
Durées moyennes d'hébergement (photo comparative en mois 2014 vs 2015)



Aide aux migrants : emploi

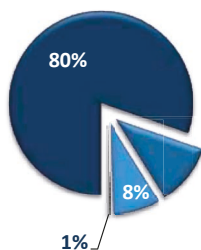
Proportion des ayants droit qui perçoivent un revenu

(permis N, F et Réfugiés statutaires)
en moyenne annuelle



Les nombreuses personnes arrivées en 2015 sont sans emploi et font baisser la proportion des personnes avec revenu.

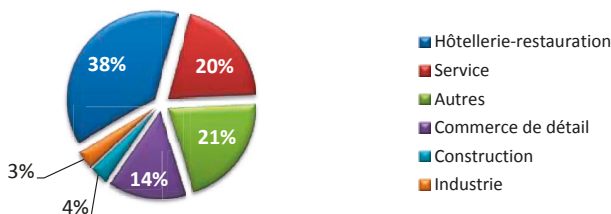
Nature des emplois (permis N & F)



- CDI
- CDD
- Formation (stage ou apprentissage)
- Non communiqué

Base : 229 requérants en emploi à fin décembre 2015

Emplois par secteur d'activité (permis N & F)



Base : 229 requérants en emploi à fin décembre 2015

Aide aux migrants : mesures d'insertion

Formations de base

Mesures d'information et de sensibilisation sociale

MISS :
Participants: 845
Sessions: 57
Taux de présence : 73%

Objectif : sensibiliser les usagers au mode de vie, à l'environnement et au système juridique suisse.

40% des arrivants ont participé au MISS

Français découverte

Français découverte :
Participants: 246
Sessions: 5
Taux de réussite : 87%

Objectif : évaluation des compétences permettant une orientation adéquate dans les cours de français.

Français A1

Français A1 :
Participants: 1285
Sessions: 69
Taux de réussite : 68%

Objectif : communiquer de façon simple sur soi et son environnement.

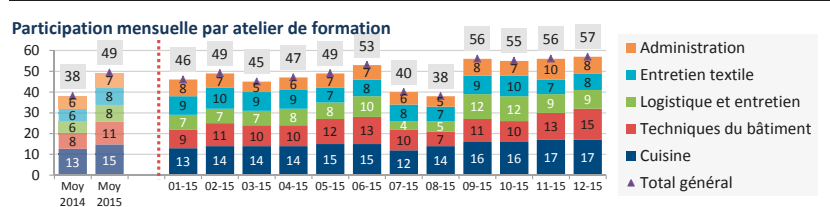
Français A2

Français A2 :
Participants: 271
Sessions: 17
Taux de réussite : 57%

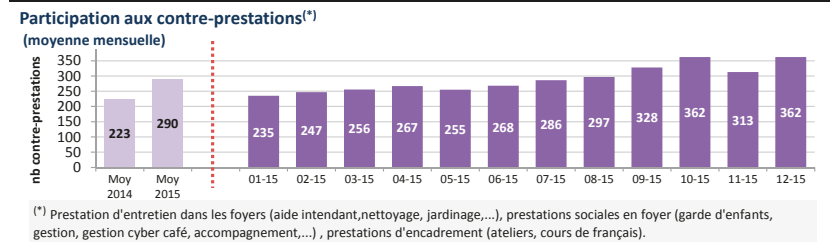
Objectif : communiquer dans des situations courantes.

Nota : ces indicateurs ne tiennent pas compte des formations externes

Formation professionnelle



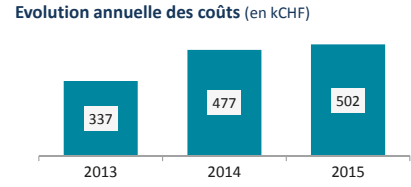
Contre-prestations



Orientations OSEO



Intervenants externes



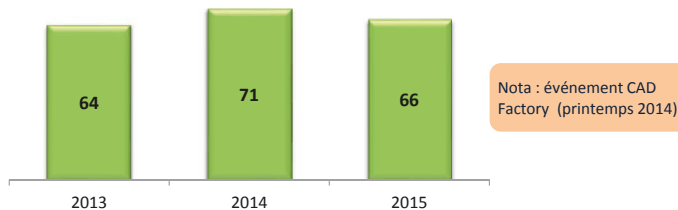
Activités seniors

Résultat net des activités coût total

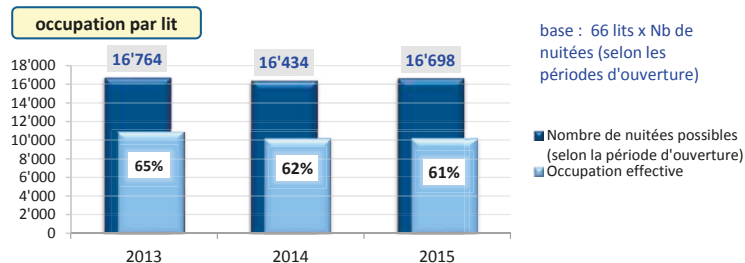
en K CHF		CAD	Florimont	Nouvelle Roseaie	Total
2012	charges	(1'515)	(1'468)	(1'446)	(4'429)
	prise en charge VdG			581	581
	produits	110	719	764	1'593
	résultat	(1'404)	(749)	(101)	(2'254)
2013	charges	(1'507)	(1'539)	(1'547)	(4'592)
	prise en charge VdG			707	707
	produits	43	708	738	1'488
	résultat	(1'464)	(831)	(102)	(2'397)
2014	charges	(1'637)	(1'501)	(1'492)	(4'630)
	prise en charge VdG			694	694
	produits	40	660	729	1'428
	résultat	(1'597)	(841)	(69)	(2'507)
2015	charges	(1'561)	(1'624)	(1'603)	(4'788)
	prise en charge VdG			745	745
	produits	32	673	714	1'419
	résultat	(1'529)	(951)	(144)	(2'623)
évolution 2015/2014					+5%

Centre d'animation pour retraités (CAD) : fréquentation journalière

Nombre de visites par jour ouvrable (base : 240j/an)



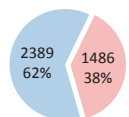
Maisons de vacances pour personnes âgées : taux d'occupation



Service des enquêtes

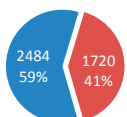
Enquêtes d'ouverture : contrôles informatiques systématiques, préventifs et succincts, auprès des autres services de l'Etat

2014



base : 3'875 demandes traitées en 2014

2015



base : 4'204 demandes traitées en 2015

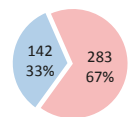
Principales non-conformités :

- Adresse ou situation de famille non conforme (59%)
- Véhicule non déclaré ou avec valeur supérieure au niveau de fortune admis (21%)
- Inscription en qualité d'indépendant (10%)
- Éléments de fortune (10%)

318 refus d'entrer en matière durant les 12 derniers mois. Ce qui correspond à une économie théorique (non dépensé) de l'ordre de 8,3 mios CHF

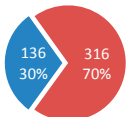
Enquêtes complètes : contrôles approfondis, aléatoires et sur demande, réalisés par des inspecteurs visant la détection de la perception abusive de prestations

2014



base : 425 dossiers traités en 2014

2015



base : 452 dossiers traités en 2015

Principales non-conformités :

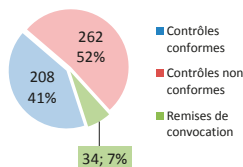
- Ressources non déclarées (56%)
- Défaut de collaboration (13%)
- Situation du ménage et/ou lieu de vie incorrect-e-s (14%)
- Fortune / bien mobiliers et immobiliers non déclarés (10%)
- Autres droits non sollicités (7%)

57 arrêts d'aide & 121 autres mesures (prestation révisée)

durant les 12 derniers mois. Ce qui correspond à une économie théorique (non dépensé) de l'ordre de 1,5 mios CHF

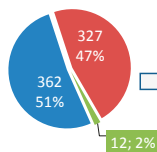
Contrôles terrain : contrôles sur demande, à domicile ou entreprise, pour vérifier la situation du ménage ou une activité rémunérée non déclarée.

2014



base : 504 contrôles terrain effectués en 2014

2015



base : 701 contrôles terrain effectués en 2015

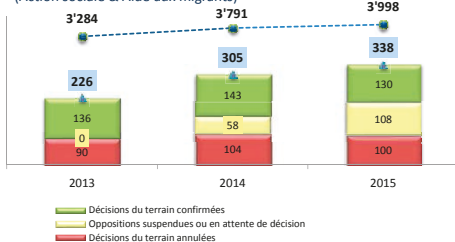
Principales non-conformités :

- Domicile inconnu, fictif, non conforme ou à l'étranger (52%)
- Contact impossible (20%)
- Concubinage (13%)
- Refus de collaboration (12%)
- Travail non déclaré (3%)

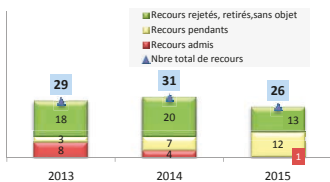
Service juridique

Le service juridique soutient l'ensemble des services de l'Hospice général dans la réalisation de leur mission et de leurs objectifs.

Evolution des oppositions aux décisions de l'Hg (Action sociale & Aide aux migrants)

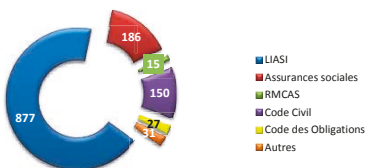


Décisions Hg ayant fait l'objet d'un recours



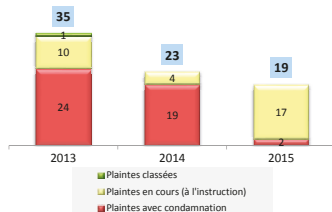
En 2015, 6 procédures hors-opposition à la Chambre administrative ont de plus été introduites et traitées par le Service juridique.

Assistance juridique aux collaborateurs de l'Action sociale



1286 demandes reçues en 2015 stable / 2014

Nb de plaintes pénales déposées par l'Hg

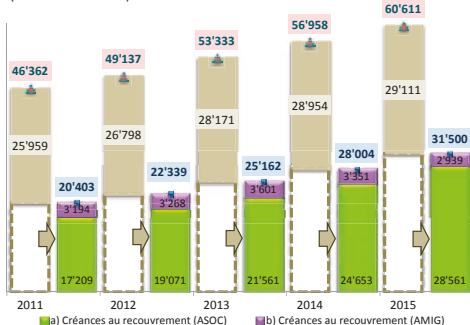


Durant l'année 2015, le Service juridique a préavisé – après examen – 198 requêtes en levée du secret de fonction. Il a de plus répondu directement à 140 interpellations du Tribunal de protection de l'adulte et de l'enfant. Il a enfin traité 55 questions spécifiques relevant de la LIPAD (demandes d'accès au dossier des bénéficiaires et demandes de renseignements de tiers). En 2015, le Service juridique a été amené à contrôler/rédiger une quarantaine de conventions.

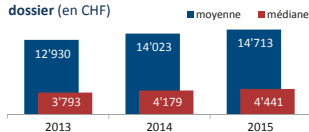
Service du recouvrement

Le service du recouvrement gère les créances des usagers envers l'institution pour les dossiers clos.

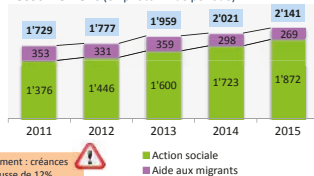
Montants et répartition des créances suivies (en milliers de CHF)



Créances moyennes et médianes d'un dossier (en CHF)



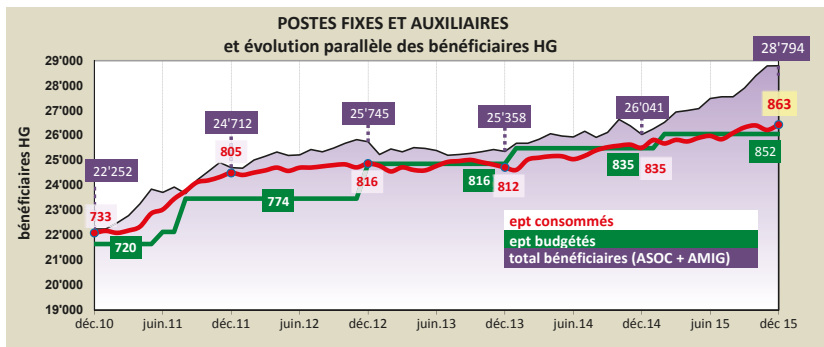
Nombre de dossiers gérés au recouvrement (en photo fin de période)



Recouvrement : créances en hausse de 12%

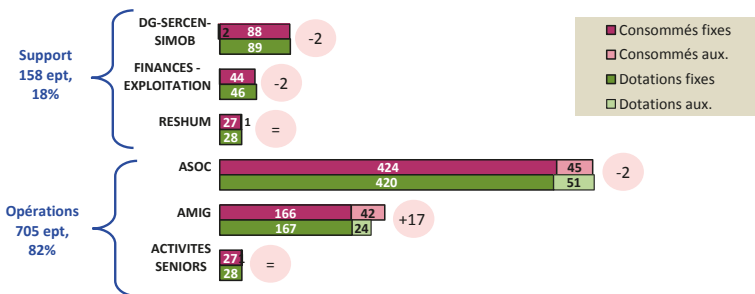
Ressources humaines

→ Postes : 863 ept à fin décembre, soit 11 ept au-dessus de la dotation 2015.



	12-2014	12-2015	Evolution 2015 à fin décembre		Budget 2015	Ecart Budgétaire	
Personnel fixe	752.40	775.5	+23	+3%	777.2	-1.7	-0%
Personnel auxiliaire	82.80	87.4	+5	+6%	74.5	+12.9	+17%
Total dotation HG	835.2	863.0	+28	+3%	851.7	+11.3	+1%
	<i>photo moyenne</i>				851.7	-0.8	-0%
Détail par fonction							
DG-SERCEN-SIMOB	85.7	86.4	-4.2	-5%	88.5	-2.1	-2%
FINANCES-EXPLOITATION	44.6	43.9	+0.4	+1%	46.2	-2.3	-5%
RESSOURCES HUMAINES	26.8	27.5	+0.7	+3%	27.6	-0.1	-0%
ACTION SOCIALE	474.0	469.3	-4.7	-1%	471.3	-2.0	-0%
AIDE AUX MIGRANTS	176.4	207.7	+31.2	+18%	190.4	+17.4	+9%
ACTIVITES SENIORS	27.8	28.2	+0.4	+1%	27.8	+0.4	+1%
Total dotation nette HG	835.2	863.0			851.7	+11.3	+1%
Total collaborateurs	1'036	1'065	+29	+2.8%			
Salaire annuel brut moyen (CHF)	100'754	100'463	-291	-0.3%			

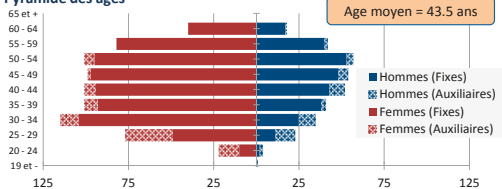
POSTES FIXES + AUXILIAIRES (par fonction)



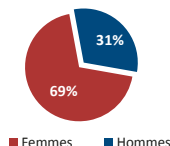
Ressources humaines

Informations générales¹

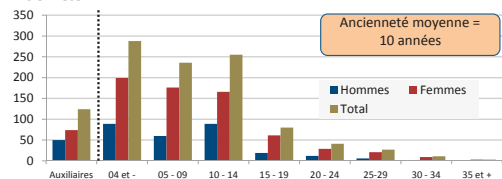
Pyramide des âges



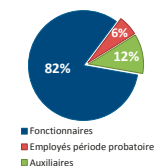
Genre



Ancienneté



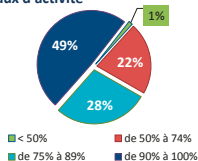
Statut



Niveaux hiérarchiques

	Hauts dirigeants	Cadres supérieurs avec encadrement	Cadres intermédiaires avec encadrement	Cadres supérieurs sans encadrement	Collaborateurs & Cadres intermédiaires sans encadrement	Total global
Femmes	0.3%	0.8%	3.7%	0.2%	64.4%	69.3%
Hommes	0.5%	1.2%	3.2%	0.0%	25.8%	30.7%
Total	0.8%	2.0%	6.9%	0.2%	90.2%	100%

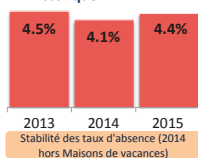
Taux d'activité



¹Base : 1'065 personnes employées à fin décembre 2015

Santé du personnel

Absences maladie : historique



Absences maladie : répartition



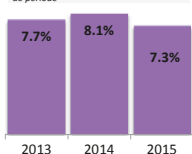
Absences (année courante)

Maladie	4.4%
Courte durée (<60j)	2.6%
Longue durée (>60j)	1.8%
Accident	0.4%
Accident non prof	0.3%
Accident prof	0.1%
Maternité	0.3%
Militaire	0.0%

Rotation du personnel

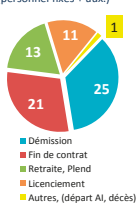
Taux de rotation²

² Nouveau calcul : Moyenne des entrées & départs rapportée à l'effectif de début de période



Départs en 2015 = 71

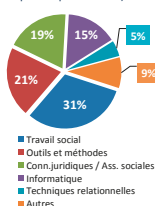
(personnel fixes + aux.)



Formation du personnel

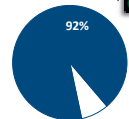
Formations

(participations par domaine)



Taux de formation

(nbre de personnes ayant suivi au moins une formation)

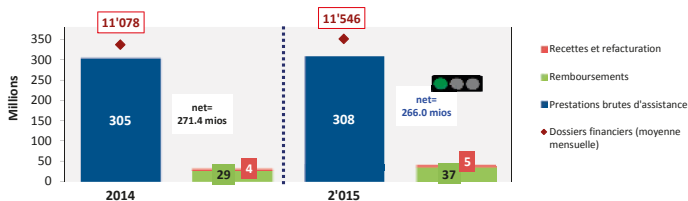


En 2015, à fin décembre : 4.3 jours de formation en moyenne/personne (cible = 5 jours / an)

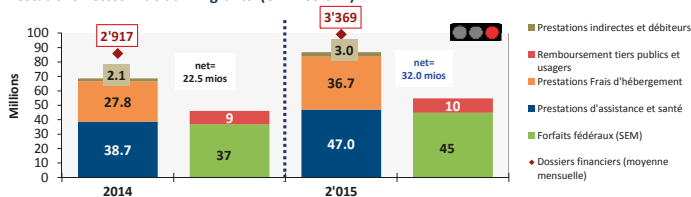
Finances et Exploitation

Prestations Nettes

Prestations nettes Action sociale (en mios CHF)

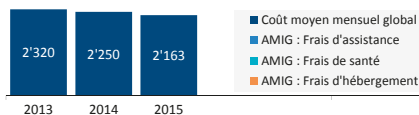


Prestations nettes Aide aux migrants (en mios CHF)



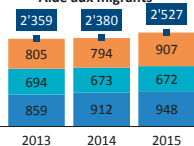
Coûts moyens usagers et administratifs

Coût moyen mensuel des prestations versées en CHF / dossier Action sociale⁽¹⁾



⁽¹⁾ 09.2014 : diminution des SI / 02.2015 : fin du régime RMCAS

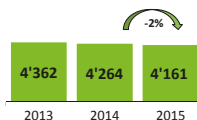
Aide aux migrants⁽²⁾



⁽²⁾ Coût moyen par dossier au bénéfice de la prestation concernée

Charge administrative annuelle par dossier⁽³⁾ - en CHF

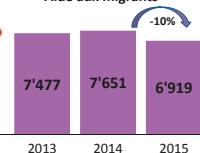
Action sociale



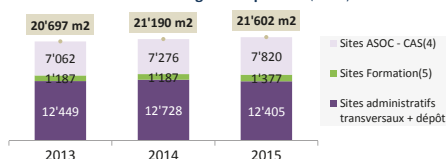
Adaptation des effectifs non proportionnelle à la forte hausse des dossiers

⁽³⁾ charges de personnel des fonction ASOC / AMIG rapportées aux dossiers gérés ASOC / AMIG

Aide aux migrants

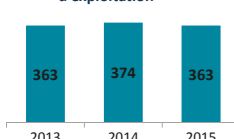


Surfaces administratives Hg nettes par site (en m²)



2015: ⁽⁴⁾déplacement CAS Servette au Bouchet et réorganisation liée à la fin du RMCAS (+544 m²)
⁽⁵⁾regroupement des salles de formations sur un seul site (+190 m²).

Loyer moyen au m2 des sites d'exploitation



Coût moyen 2014 impacté par les surfaces rendues et les nouvelles acquisitions en cours d'année.

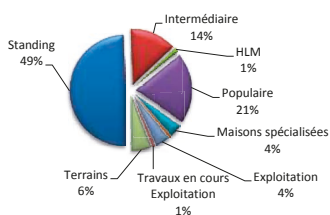
Parc immobilier de rapport

L'Hospice général est propriétaire d'un important parc immobilier dont les revenus permettent de couvrir une partie de ses dépenses de fonctionnement. Le **service immobilier** assure la gestion financière, administrative et technique de ce parc, dont la gérance est confiée à des régies de la place.

	à fin décembre 2015			
	en nombre	Evolution 2015	en m ²	Evolution 2015
Immeubles	89	+0%		
Logements	1'373	+0%	96'042	+0%
Commerces/bureaux	208	+0%	33'299	+0%
Dépôts	96	+0%	5'132	+0%
Parkings	561	+0%		
Autres (antennes, enseignes, etc)	27	+0%		

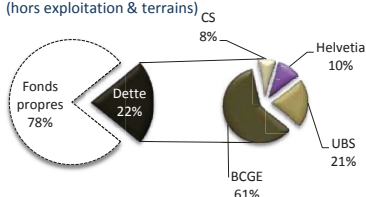
	Loyers moyens annualisés			
	par pièce	Evolution 2015	par m ²	Evolution 2015
	4'940	+0.1%	257	-0.1%
			385	+1.6%

Valeur au bilan par catégories au 31.12.2015



Valeur au bilan (y.c. exploitation et terrains) : **929 Mios**

Endettement concernant le parc de rapport rapporté à la valeur au bilan au 31.12.2015 (hors exploitation & terrains)

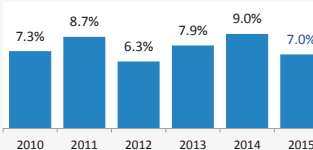


Montant des hypothèques = **179.6 Mios**
Valeur au bilan (hors expl. & terrains) : **829 Mios**

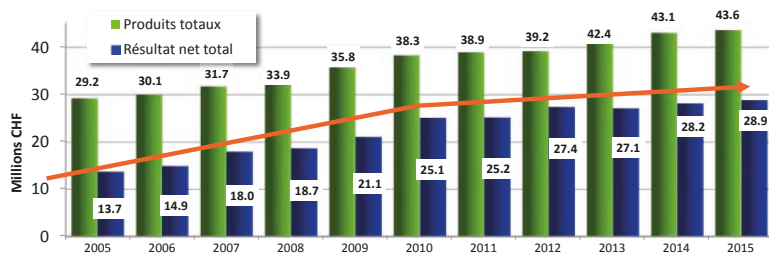
Résultat immobilier en milliers de CHF	2014	2015
Produits	43'051	43'647
Charges (exploitation, comptables et fin.)	14'847	14'756
Résultat net immobilier (yc exploitation et terrains)	28'205	28'891

	2014	2015
Taux de charges (hors comptables et financières)	24.1%	21.8%
Nombre de mutations logements	123	96
Taux de rotation (mutations/ logements)	9.0%	7.0%

Taux de rotation annualisé



Evolution et résultat courant du parc immobilier



Conseil d'administration
Séance du 7 mars 2016

D111_Finances



Décision

Objet Approbation des comptes 2015 de l'Hospice général

Considérant

- le rapport finances et gestion à fin décembre 2015 préparé par la direction des Finances, remis en annexe ;
- le rapport détaillé de l'organe de révision Ernst & Young qui émet une opinion d'audit positive et sans réserve sur les comptes annuels, remis en annexe

Préavis du comité d'audit

Après examen du rapport finances et gestion 2015 (tomes I, II & III) et audition des réviseurs, le comité d'audit recommande au conseil d'administration d'approuver les comptes 2015 de l'Hospice général tels qu'ils lui sont présentés.

Décision du conseil d'administration

Sur la base du préavis du comité d'audit, le conseil d'administration approuve les tomes I, II & III du rapport finances et gestion 2015 (comptes audités 2015), à savoir les états financiers (tome I), le rapport de gestion (tome II) et les indicateurs (tome III) pour l'année 2015. Il transmettra le rapport finances et gestion 2015 à l'organe de tutelle le 8 mars 2016.

Signature du Président du
conseil d'administration

Distribution après approbation à

- conseil d'administration
- Direction des Finances